

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/11501]

**15 MAART 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Oriëntatieraad van de Academie voor onderzoek en hoger onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, inzonderheid op artikel 49;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 maart 2016 tot aanstelling van de leden van de Oriëntatieraad van de Academie voor onderzoek en hoger onderwijs;

Gelet op de goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Oriëntatieraad van de Academie voor onderzoek en hoger onderwijs in zijn vergadering van 26 januari 2017;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het huishoudelijk reglement van de Oriëntatieraad van de Academie voor onderzoek en hoger onderwijs, gevoegd bij dit besluit, wordt goedgekeurd.**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.**Art. 3.** De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 maart 2017.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/202131]

**30 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon interdisant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant du glyphosate**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture, les articles 4/1 et 4/2, insérés par le décret du 20 octobre 2016;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, donné le 20 septembre 2016;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature, donné le 20 septembre 2016;

Vu le rapport du 7 juillet 2016 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 60.775/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 janvier 2017, en application de l'article 84,

§ 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, en vertu de l'article 4/1 du décret du 10 juillet 2013 précité, le Gouvernement peut réglementer et, au besoin, interdire, de manière temporaire ou pour une durée indéterminée, l'application de pesticides en tout lieu lorsque ces pesticides contiennent des substances actives qui représentent un risque pour la protection de l'environnement, pour la santé humaine ou pour la conservation de la nature;

Considérant que le glyphosate est une substance active herbicide non sélective, utilisée comme dés herbant total foliaire systémique (appliqué sur les feuilles d'une plante, il pénètre l'entière du végétal et le détruit jusqu'à la racine); que la substance est approuvée dans l'Union européenne par le règlement d'exécution (UE) n<sup>o</sup> 540/2011 de la Commission du 25 mai 2011 portant application du règlement (CE) n<sup>o</sup> 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil;

Considérant que le glyphosate entre dans la composition de nombreux produits phytopharmaceutiques dans lesquels cette substance active est mélangée à des adjuvants (p. ex. surfactants permettant d'adhérer aux feuilles et pénétrer plus facilement la plante) qui rendent les produits plus efficaces;

Considérant que, en mars 2015, le Centre international de Recherche sur le Cancer (Organisation mondiale de la Santé; CIRC-OMS ou IARC-WHO en anglais) a classé le glyphosate comme substance cancérigène probable pour l'homme (groupe 2A); que l'évaluation portait sur le glyphosate, ainsi que sur les préparations à base de glyphosate, et s'alimentait des études et données publiées dans des revues scientifiques ou par des organismes publics;

Considérant que, dans une voie contraire, l'Autorité européenne pour la Sécurité alimentaire (EFSA) concluait en novembre 2015, dans le cadre de la procédure d'évaluation en vue du renouvellement potentiel de l'autorisation du glyphosate dans l'Union européenne, sur base des conclusions formulées plus tôt par le rapporteur allemand (BfR, Institut fédéral pour l'évaluation des risques), qu'il est « improbable que le glyphosate présente un danger cancérigène pour l'homme »; que les résultats présentés par l'Institut fédéral allemand, et relayés par l'EFSA après validation par les experts des États membres (à l'exception de la Suède qui s'est d'emblée opposée à ces conclusions), ont toutefois rapidement été contestés par la société civile et la communauté scientifique internationale, pour des raisons liées à l'indépendance de l'évaluation et, partant, sa validité scientifique;

Considérant qu'en date du 15 mars 2017, le comité d'évaluation des risques de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) a jugé que les connaissances scientifiques disponibles ne permettaient pas de classer le glyphosate comme substance cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction (CMR) et a maintenu la classification du glyphosate comme substance toxique pour la vie aquatique et provoquant des lésions oculaires graves;

Considérant que la prise en compte des données fournies par les producteurs fait partie intégrante de la procédure standard européenne pour l'évaluation de chaque substance active (règlement (CE) n° 1107/2009, article 8) et n'est pas jugée incompatible avec la transparence de l'évaluation par les autorités européennes;

Considérant que les ONGs PAN Europe et Générations futures dénoncent toutefois le rejet quasi-systématique par les pays rapporteurs des données issues des études indépendantes (reproche formulé dans le cas présent par le Pr Portier); que la différence de méthodologies d'évaluation et l'origine des données considérées ont mené à d'importants échanges de courriers entre les directeurs du CIRC et de l'EFSA, cette dernière insistant sur le fait que les conclusions du CIRC ne consistaient qu'en une première évaluation qui « ne saurait être comparée aux évaluations du risque plus complètes menées par des autorités comme l'EFSA »; le CIRC rétorquant que « les résultats de cette évaluation des monographies sur le glyphosate par le CIRC sont définitifs et sans appel » en rappelant « la transparence, l'ouverture et l'indépendance scientifique » des travaux de l'institution onusienne qui fait figure d'autorité;

Considérant qu'il convient toutefois de préciser que les conclusions européennes, basées sur une évaluation de la substance isolée (jamais utilisée pure en situation réelle), précisent qu'il n'est pas exclu que le caractère cancérigène des préparations à base de glyphosate puisse résulter des adjuvants et coformulants, reportant donc la responsabilité de l'évaluation des effets des préparations à base de glyphosate sur les États Membres, chargés de l'évaluation des produits formulés et de la délivrance des autorisations de mise sur les marchés nationaux (en Belgique, le SPF Santé publique et environnement); que la conclusion est partagée par l'ANSES (Agence nationale - française - de sécurité sanitaire, alimentation, environnement, travail) qui avance un avis prudent sur l'absence de cancérogénicité du glyphosate, jugeant toutefois que son classement dans la catégorie des substances suspectées d'être cancérigènes « peut se discuter » (p. 6), en attirant également l'attention sur l'incertitude quant aux risques posés par les co-formulants;

Considérant que l'EFSA admet également un manque général de données scientifiques sur la génotoxicité, la toxicité à long terme et la cancérogénicité, la toxicité pour la reproduction et le développement et les propriétés de perturbateur endocrinien des amines grasses de sulf;

Considérant que, outre les débats concernant les risques inhérents au glyphosate et aux produits en contenant, il convient de signaler que l'exposition de la population à ces substances apparaît importante; que les résultats d'une étude récente de la Fondation Heinrich Böll, portant sur 2009 personnes, montrent que 99,6 % des Allemands présentent des traces de glyphosate dans les urines, 75 % d'entre eux présentant des taux jusqu'à 5 fois plus élevés que dans l'eau de distribution, un tiers des sujets présentant des taux supérieurs de 10 à 42 fois les taux maximums autorisés; que les sujets les plus exposés sont les enfants et adolescents;

Considérant qu'une déclaration de consensus a de nouveau été publiée le 17 février 2016 dans la revue scientifique *Environmental Health*, pour contester notamment la méthodologie de l'Institut allemand et soulever l'inquiétude sur l'omniprésence du glyphosate dans l'environnement mondial, et l'exposition croissante de la population à ces substances; que les 14 scientifiques à l'origine de cette analyse concluent :

- les herbicides à base de glyphosate sont les herbicides les plus utilisés dans le monde, et leur utilisation est en croissance continue;
- à l'échelle mondiale, ces herbicides contaminent les réserves d'eau potable, la pluie et l'air;
- la demi-vie du glyphosate dans l'eau et les sols est plus longue que ce qu'il était précédemment admis (de quelques jours à plus d'une année, en fonction des paramètres environnementaux, tels que le type de sol);
- l'exposition humaine au glyphosate est en croissance constante;
- les limites d'exposition par l'alimentation établies par l'Union européenne sont basées sur des données scientifiques datées (« outdated science ») et sont beaucoup trop élevées au regard des données toxicologiques récentes;

Considérant, en outre, que le recours aux herbicides, dont le glyphosate est le plus utilisé en termes de surface traitée par des usages amateurs en Belgique, contribue directement à la destruction et l'appauvrissement de la flore et de la diversité faunistique comme en attestent certaines études; que le glyphosate a également un impact important sur la biodiversité du fait de sa présence croissante dans les eaux (64 % des analyses du réseau d'eaux de surface réalisées en 2013 et 86 % pour son métabolite) et que ces résidus posent problème pour la potabilisation de l'eau comme le relève certain rapport; que la contamination des eaux menace la vie aquatique et des études ont montré que les herbicides contenant du glyphosate peuvent être toxiques pour les grenouilles et les crapauds; qu'il a aussi été démontré que des cellules de foie de carpe étaient endommagées lorsqu'on les exposait à des herbicides à base de glyphosate; que, au regard de la littérature scientifique, les espèces aquatiques sont ainsi parmi les plus impactées; qu'il s'agit notamment des amphibiens, des poissons, des moules d'eau douce et des micro-organismes aquatiques;

Considérant que le glyphosate peut avoir des conséquences néfastes sur la vie sauvage, peut réduire la biodiversité et peut détruire les réserves de nourriture pour les oiseaux et les insectes;

Considérant, de plus, que le glyphosate modifie la chimie des sols; que, dans certains sols, il se lie à des particules, ce qui le rend inerte, alors que dans d'autres types de sols, il reste actif et est dégradé par les microbes; que cela perturbe les processus chimiques dans l'environnement de la plante, notamment sa capacité à fixer l'azote, ce qui a pour conséquence de devoir augmenter les taux d'engrais à base de nitrates;

Considérant que ces utilisateurs professionnels doivent disposer d'une phytolice qui leur garantit une connaissance d'une utilisation des produits phytopharmaceutiques minimisant les impacts négatifs sur l'environnement et la santé humaine; qu'ils connaissent de ce fait les risques présentés par cette substance active en lien avec cette pratique;

Considérant l'absence de produits de substitution en tant qu'herbicide systémique en agriculture et l'absence de circulation du public sur les terrains agricoles;

Considérant que, à la lumière de ces observations et de l'absence de consensus scientifique entourant les effets du glyphosate et pesticides à base de glyphosate sur la santé humaine, ainsi que son impact sur l'environnement et sur la nature, il convient de prendre en considération le principe de précaution;

Considérant que, de nombreuses reprises, et en particulier dans son arrêt T-13/99, la Cour de justice de l'Union européenne a rappelé ce principe de précaution et les devoirs qui en découlent; que, ainsi, s'il est « défendu d'adopter une approche purement hypothétique du risque et d'orienter [les] décisions à un niveau de « risque zéro », les institutions communautaires doivent toutefois tenir compte de leur obligation, en vertu de l'article 129, paragraphe 1, premier alinéa, du traité, d'assurer un niveau élevé de protection de la santé humaine, qui, pour être compatible avec cette disposition, ne doit pas nécessairement être techniquement le plus élevé possible. (...) La détermination du niveau de risque jugé inacceptable dépend de l'appréciation portée par l'autorité publique compétente sur les circonstances

particulières de chaque cas d'espèce. À cet égard, cette autorité peut tenir compte, notamment, de la gravité de l'impact d'une survenance de ce risque sur la santé humaine, y compris l'étendue des effets adverses possibles, de la persistance, de la réversibilité ou des effets tardifs possibles de ces dégâts ainsi que de la perception plus ou moins concrète du risque sur la base de l'état des connaissances scientifiques disponibles »;

Considérant que « En particulier, il convient d'observer que le principe de précaution permet aux institutions communautaires d'adopter, dans l'intérêt de la santé humaine, mais sur la base d'une connaissance scientifique encore lacunaire, des mesures de protection susceptibles de porter atteinte, même de façon profonde, à des positions juridiques protégées et donne, à cet égard, aux institutions une marge d'appréciation importante »;

Considérant que, pour les motifs qui précèdent, il convient de considérer le glyphosate comme une substance active qui représente, au sens de l'article 4/1 du décret du 10 juillet 2013, un risque pour la protection de l'environnement, pour la santé humaine ou pour la conservation de la nature;

Considérant qu'il convient d'interdire l'utilisation de tout produit à base de glyphosate ou contenant du glyphosate sur le territoire de la Région wallonne, et ce, compte tenu des risques qu'ils sont susceptibles de représenter pour la santé humaine, pour la protection de l'environnement ou pour la conservation de la nature;

Considérant que, le 28 juin 2016, l'exécutif européen a, sans majorité qualifiée au Conseil, décidé de prolonger de 18 mois l'autorisation de vente du glyphosate;

Considérant que le règlement d'exécution (UE) 2016/1313 de la Commission du 1<sup>er</sup> août 2016 modifiant le règlement d'exécution (UE) n°540/2011 en ce qui concerne les conditions d'approbation de la substance active « glyphosate » interdit toute autre utilisation que celle d'herbicide et interdit dès lors l'usage agricole comme dessiccant;

Considérant la résolution du Parlement wallon du 22 juin 2016 visant à définir une stratégie de suppression du glyphosate en Wallonie;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° produits phytopharmaceutiques : les produits tels que définis par le règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil;

2° utilisateur professionnel : toute personne appliquant des produits phytopharmaceutiques au cours de son activité professionnelle;

3° utilisateur non professionnel : toute personne appliquant des produits phytopharmaceutiques et ne répondant pas à la définition visée au 2°;

4° distributeur : toute personne physique ou morale qui met des produits sur le marché, notamment les grossistes, les détaillants, les vendeurs et les fournisseurs;

5° décret du 10 juillet 2013 : le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. L'utilisation de tout produit phytopharmaceutique à base de glyphosate ou contenant du glyphosate est interdite. Cette interdiction couvre l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, des produits phytopharmaceutiques à base de glyphosate ou contenant du glyphosate peuvent être appliqués par des utilisateurs professionnels titulaires d'une phytolice P1, P2 ou P3 dans le cadre d'une activité agricole au sens du Code wallon de l'Agriculture.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, des produits phytopharmaceutiques à base de glyphosate ou contenant du glyphosate peuvent être appliqués par des utilisateurs professionnels titulaires d'une phytolice P1, P2 ou P3 pour des raisons de conservation de la nature, de conservation du patrimoine végétal ou de sécurité des personnes, en ce compris pour la lutte contre les espèces exotiques envahissantes. Pour la lutte contre les espèces exotiques envahissantes, cette dérogation intervient en dernier recours pour le traitement limité et localisé par pulvérisateur à lance ou à dos ou par injection dans les plantes.

§ 2. Pour l'application des dérogations, le Ministre arrête le contenu, la forme et les modalités d'information aux utilisateurs professionnels visés par les dérogations des risques présentés par le glyphosate pour la protection de l'environnement, pour la santé humaine ou pour la conservation de la nature.

§ 3. L'interdiction visée au paragraphe 1<sup>er</sup> vaut pour une période de dix-huit mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 3.** Jusqu'à l'échéance du délai visé à l'article 2, § 3, les distributeurs de produits phytopharmaceutiques établis en Région wallonne informent l'acheteur de produit phytopharmaceutique à base de glyphosate ou contenant du glyphosate de l'interdiction d'utilisation prévue à l'article 2. Ils l'informent notamment des risques présentés par le glyphosate pour la protection de l'environnement, pour la santé humaine et pour la conservation de la nature.

Le Ministre peut arrêter le contenu, la forme et les modalités d'information obligatoires aux acheteurs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Pour assurer l'information prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les distributeurs de produits phytopharmaceutiques placent les produits concernés sous clés ou dans un étalage hors d'accès libre par les acheteurs.

Seul le personnel disposant d'une phytolice de type NP ou P3 est habilité à délivrer l'information prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2017, sauf pour les utilisateurs professionnels titulaires d'une phytolice P1, P2 ou P3 qui peuvent utiliser jusqu'au 31 mai 2018 les produits phytopharmaceutiques à base de glyphosate ou contenant du glyphosate.

**Art. 5.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mars 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,  
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/202131]

**30. MÄRZ 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zum Verbot der Verwendung von Glyphosat enthaltenden Pflanzenschutzmitteln**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft, Artikel 4/1 und 4/2 und 20, eingefügt durch das Dekret vom 20. Oktober 2016;

Aufgrund des am 20. September 2016 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung ("Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable");

Aufgrund des am 20. September 2016 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen hohen Rates für die Erhaltung der Natur ("Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature");

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 7. Juli 2016;

Aufgrund des am 23. Januar 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates 60.775/4;

In der Erwägung, dass die Regierung aufgrund von Artikel 4/1 des vorerwähnten Dekrets vom 10. Juli 2013 die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln an allen Orten vorübergehend oder für einen unbefristeten Zeitraum regeln und falls nötig verbieten kann, wenn diese Pflanzenschutzmittel Wirkstoffe enthalten, die ein Risiko für den Schutz der Umwelt, die menschliche Gesundheit oder die Erhaltung der Natur darstellen;

In der Erwägung, dass Glyphosat ein nicht-selektiver unkrautvernichtender Wirkstoff ist, der als systemisch wirkendes Total-Blattherbizid verwendet wird (auf die Blätter einer Pflanze aufgetragen, dringt es in die gesamte Pflanze ein und vernichtet sie bis in die Wurzel); dass der Stoff in der Europäischen Union durch die Durchführungsverordnung (EU) Nr. 540/2011 der Kommission vom 25. Mai 2011 zur Durchführung der Verordnung (EG) Nr. 1107/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates genehmigt ist;

In der Erwägung, dass das Glyphosat Bestandteil vieler Pflanzenschutzmittel ist, in denen dieser Wirkstoff mit anderen Zusatzmitteln vermischt wird (z.B. Tenside, durch die das Produkt auf den Blättern haften bleibt und besser in die Pflanze eindringen kann), die die Mittel wirksamer machen;

In der Erwägung, dass die Internationale Agentur für Krebsforschung (Weltgesundheitsorganisation; IARC-WHO in Englisch) das Glyphosat als wahrscheinlichen krebserregenden Stoff für den Menschen eingestuft hat (Gruppe 2A); dass sich die Beurteilung auf das Glyphosat, sowie auf die auf Glyphosat basierenden Präparate bezogen hat und sich auf die in den wissenschaftlichen Zeitschriften oder durch öffentliche Einrichtungen veröffentlichten Studien und Daten gestützt hat;

In der Erwägung, dass die Europäische Behörde für Lebensmittelsicherheit (EFSA) in entgegengesetzter Richtung im November 2015 im Rahmen des Beurteilungsverfahrens zwecks der möglichen Erneuerung der Zulassung des Glyphosats in der Europäischen Union auf der Grundlage der vorher von dem deutschen Berichtersteller (BfR, Bundesinstitut für Risikobewertung) geäußerten Schlussfolgerungen zu dem Schluss gekommen ist, "dass es unwahrscheinlich ist, dass das Glyphosat eine Krebsgefahr für den Menschen darstellt"; dass die von dem deutschen Bundesinstitut vorgelegten und von der "EFSA" nach Bestätigung durch die Sachverständigen der Mitgliedstaaten (mit Ausnahme von Schweden, das sich von Anfang an diesen Schlussfolgerungen widersetzt hatte) übertragenen Ergebnisse jedoch sehr schnell von der Zivilgesellschaft und der internationalen Wissenschaftsgemeinschaft bestritten wurden;

In der Erwägung, dass der Ausschuss für Risikobeurteilung der Europäischen Agentur für chemische Stoffe (ECHA) am 15. März 2017 erachtet hat, dass die verfügbaren wissenschaftlichen Kenntnisse nicht ermöglichen, das Glyphosat als krebserregenden, mutagenen oder reproduktionstoxischen Stoff (CMR) einzustufen, und die Einstufung als Stoff, der für das Leben im Wasser giftig ist und ernste Augenschäden verursacht, aufrechterhalten hat;

In der Erwägung, dass die Berücksichtigung der von den Herstellern bereitgestellten Daten integrierender Bestandteil des europäischen Standardverfahrens für die Beurteilung eines jeden Wirkstoffes (Verordnung (EG) Nr. 1107/2009, Artikel 8) ist und durch die europäischen Behörden nicht für unvereinbar mit der Transparenz der Beurteilung erachtet wird;

In der Erwägung, dass die Nichtregierungsorganisationen (NRO) "PAN Europe" und "Génération futures" jedoch beklagen, dass die berichterstattenden Länder nahezu systematisch die Daten der unabhängigen Studien abweisen (in dem vorliegenden Fall ein von dem Herrn Professor Portier erhobener Vorwurf); dass die unterschiedlichen Beurteilungsmethoden und die Quellen der betroffenen Daten zu intensivem Schriftverkehr zwischen den Direktoren der IARC und der EFSA geführt haben, wobei Letztere hervorhebt, dass die Schlussfolgerungen der IARC nur aus einer ersten Beurteilung bestehen, "die nicht mit den von der EFSA durchgeführten vollständigeren Beurteilungen des Risikos vergleichbar sind"; darauf erwidert die IARC, dass "die Ergebnisse dieser Bewertung der Monografien über das Glyphosat durch die IARC endgültig und unwiderruflich seien", wobei an "die Transparenz, Offenheit und wissenschaftliche Unabhängigkeit" der Arbeiten der UNO-Institution, die als Autorität gilt, erinnert wird;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, zu erwähnen, dass in den auf eine Beurteilung des isolierten (unter realen Bedingungen niemals pur verwendeten) Stoffes gestützten europäischen Schlussfolgerungen angegeben wird, dass es nicht ausgeschlossen ist, dass die Karzinogenität der auf Glyphosat basierenden Präparate aus den Zusatzmitteln und Beistoffen entstehen kann, wodurch demnach die Verantwortung der Beurteilung der Auswirkungen der auf Glyphosat basierenden Präparate auf die Mitgliedstaaten (in Belgien den FOD Volksgesundheit und Umwelt) abgewälzt wird, die mit der Beurteilung der formulierten Produkte und der Erteilung der Genehmigungen für die nationalen Markteinführungen beauftragt sind; dass diese Schlussfolgerung von der ANSES ("Agence nationale - française - de sécurité sanitaire, alimentation environnement, travail" (französische Agentur für Lebensmittelsicherheit)), die eine vorsichtige Stellungnahme dazu abgibt, dass das Glyphosat nicht krebserregend sein soll, geteilt wird; dass diese jedoch der Ansicht ist, dass über die Einstufung des Glyphosats in die Kategorie der Stoffe, die vermutlich krebserregend sind, "diskutiert werden kann" (Seite 6), wobei sie ebenfalls auf die Ungewissheit verweist, was die mit den Beistoffen verbundenen Risiken betrifft;

In der Erwägung, dass die EFSA ebenfalls einen allgemeinen Mangel an wissenschaftlichen Daten über die Genotoxizität, Langzeittoxizität, Karzinogenität, Reproduktions- und Entwicklungstoxizität und die endokrinen Eigenschaften der Fettamine von Talg zugibt;

In der Erwägung, dass abgesehen von den Debatten über die mit dem Glyphosat und den Produkten, die es enthalten, verbundenen Risiken darauf aufmerksam zu machen ist, dass die Exposition der Bevölkerung gegenüber diesen Stoffen als bedeutend erscheint; dass die Ergebnisse einer jüngst durchgeführten Studie der Heinrich-Böll-Stiftung, die sich auf 2009 Personen bezieht, zeigt, dass bei 99,6 % der Deutschen Spuren von Glyphosat im Urin zu finden sind; wobei bei 75 % unter ihnen die Anteile bis zu 5 Mal höher ist als im Leitungswasser, ein Drittel der Personen weist Anteile auf, die 10 bis 42 Mal die höchst zulässigen Mengen überschreiten; dass die am meisten ausgesetzten Personen Kinder und Jugendliche sind;

In der Erwägung, dass am 17. Februar 2016 wieder eine Konsenserklärung in der wissenschaftlichen Zeitschrift *Environmental Health* veröffentlicht wurde, insbesondere um die Methodik des deutschen Instituts anzufechten und die Besorgnis hinsichtlich der Allgegenwart des Glyphosats in der globalen Umwelt und der zunehmenden Exposition der Bevölkerung gegenüber diesen Stoffen auszulösen; dass die 14 Wissenschaftler, die diese Analyse durchgeführt haben, folgende Schlüsse ziehen:

- die Herbizide auf Glyphosatbasis sind die in der Welt am meisten verwendeten Herbizide und ihre Verwendung nimmt ständig zu;
- diese Herbizide verseuchen weltweit die Trinkwasserreserven, den Regen und die Luft;
- die Halbwertszeit des Glyphosats im Wasser und in den Böden ist länger als vorher festgestellt wurde (mehrere Tage bis über ein Jahr, je nach den Umweltparametern, wie beispielsweise die Art des Bodens);
- die Exposition der Menschen gegenüber dem Glyphosat wächst ständig;
- die von der Europäischen Union festgelegten Grenzwerte der Exposition durch die Ernährung stützen sich auf überholte wissenschaftliche Daten ("outdated science") und sind viel zu hoch angesichts der neuesten toxikologischen Daten;

In der Erwägung außerdem, dass der Einsatz von Herbiziden, worunter das Glyphosat in Belgien das am meisten verwendete Herbizid ist, was die Behandlung der Flächen durch Privatpersonen betrifft, unmittelbar zu der Zerstörung und Verarmung der Pflanzenwelt und faunistischen Vielfalt beiträgt, wie es manche Studien bezeugen; dass das Glyphosat durch seine zunehmende Präsenz in den Gewässern ebenfalls bedeutende Auswirkungen auf die Artenvielfalt hat (64 % der Analysen des Oberflächenwassernetzes von 2013 und 86 % für seinen Metaboliten) und dass diese Rückstände für die Trinkwasseraufbereitung ein Problem darstellen, wie dies aus einem bestimmten Bericht hervorgeht; dass die Verseuchung der Gewässer das Leben im Wasser gefährden und dass Studien gezeigt haben, dass Glyphosat enthaltende Herbizide für Frösche und Kröten giftig sein können; dass ebenfalls nachgewiesen wurde, dass die Leberzellen von Karpfen geschädigt waren, wenn sie Herbiziden auf Glyphosatbasis ausgesetzt wurden; dass in Anbetracht der wissenschaftlichen Veröffentlichungen die aquatischen Arten zu denjenigen mit den größten Auswirkungen gehören; dass es sich insbesondere um Amphibien, Fische, Süßwassermuscheln und aquatische Mikroorganismen handelt;

In der Erwägung, dass Glyphosat schädliche Auswirkungen auf die freilebenden Tiere und wildwachsenden Pflanzen haben, die Artenvielfalt verringern und den Nahrungsvorrat für die Vögel und Insekten zerstören kann;

In der Ergänzung, dass das Glyphosat außerdem die Bodenchemie verändert; dass es sich in manchen Böden an Partikel bindet und dadurch inertisiert wird, während es in anderen Böden aktiv bleibt und durch Mikroben abgebaut wird; dass dies die chemischen Prozesse in der Umgebung der Pflanze stört, insbesondere ihre Fähigkeit, Stickstoff zu binden, was zur Folge hat, dass die Mengen an stickstoffhaltigen Düngern erhöht werden müssen;

In der Erwägung, dass die beruflichen Benutzer über eine Phytolizenz verfügen müssen, die ihnen die Kenntnis einer Verwendung der Pflanzenschutzmittel garantiert, die die negativen Auswirkungen auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit in Grenzen hält; dass sie demnach die Risiken dieses Wirkstoffes in Verbindung mit dieser Vorgehensweise kennen;

In der Erwägung, dass in der Landwirtschaft keine Ersatzprodukte als systemische Herbizide zu finden sind und die Öffentlichkeit nicht auf landwirtschaftlichen Nutzflächen unterwegs ist;

In der Erwägung, dass es in Anbetracht dieser Beobachtungen und der Tatsache, dass in Bezug auf die Auswirkungen des Glyphosats und der Pestizide auf Glyphosatbasis auf die menschliche Gesundheit, sowie die Auswirkungen auf die Umwelt und die Natur kein wissenschaftlicher Konsens vorliegt, angebracht ist, das Vorsorgeprinzip zu berücksichtigen;

In der Erwägung, dass der Gerichtshof der Europäischen Union mehrmals und insbesondere in seinem Urteil T-13/99 an dieses Vorsorgeprinzip und die sich daraus ergebenden Pflichten erinnert hat; dass demnach "zwar eine rein hypothetische Betrachtung des Risikos und eine Ausrichtung (der) Entscheidungen auf ein "Nullrisiko" untersagt ist, die Gemeinschaftsorgane jedoch ihre Verpflichtung aus Artikel 129 Absatz 1 Unterabsatz 1 EG-Vertrag beachten müssen, ein hohes Gesundheitsschutzniveau sicherzustellen, das, um mit dieser Vorschrift vereinbar zu sein, nicht unbedingt das in technischer Hinsicht höchstmögliche sein muss. (...) Die Bestimmung des für nicht hinnehmbar gehaltenen Risikograds hängt von der Beurteilung der besonderen Umstände des Einzelfalls durch die zuständige öffentliche Stelle ab. Insoweit kann die betreffende Stelle insbesondere die Schwere der Auswirkung, die der Eintritt dieses Risikos auf die menschliche Gesundheit hat, einschließlich des Umfangs der möglichen nachteiligen Wirkungen, die Dauer, die Reversibilität oder die möglichen Spätfolgen dieser Schäden sowie die mehr oder weniger konkrete Wahrnehmung des Risikos nach dem Stand der vorhandenen wissenschaftlichen Erkenntnisse berücksichtigen";

In der Erwägung, dass "insbesondere zu beachten ist, dass das Vorsorgeprinzip es den Gemeinschaftsorganen erlaubt, im Interesse der menschlichen Gesundheit, aber auf der Grundlage noch lückenhafter wissenschaftlicher Erkenntnisse Schutzmaßnahmen zu erlassen, die - sogar erheblich - in geschützte Rechtspositionen eingreifen können, und räumt den Organen insoweit ein weites Ermessen ein";

In der Erwägung, dass es aus den vorerwähnten Gründen angebracht ist, das Glyphosat als einen Wirkstoff zu betrachten, der im Sinne von Artikel 4/1 des Dekrets vom 10. Juli 2013 ein Risiko für den Umweltschutz, die menschliche Gesundheit oder für die Erhaltung der Natur darstellt;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, die Verwendung eines jeden Produktes auf Glyphosatbasis, oder welches Glyphosat enthält, auf dem Gebiet der Wallonischen Region zu verbieten, und zwar unter Berücksichtigung der Risiken, die sie für die menschliche Gesundheit, den Umweltschutz oder für die Erhaltung der Natur darstellen können;

In der Erwägung, dass die europäische Exekutive am 28. Juni 2016 ohne qualifizierte Mehrheit im Rat beschlossen hat, die Verkaufsgenehmigung des Glyphosats um 18 Monate zu verlängern;

In der Erwägung, dass die Durchführungsverordnung (EU) 2016/1313 der Kommission vom 1. August 2016 zur Änderung der Durchführungsverordnung (EU) 540/2011 hinsichtlich der Bedingungen für die Genehmigung des Wirkstoffs "Glyphosat" jede andere Verwendung als diejenige als Herbizid verbietet und demnach die landwirtschaftliche Verwendung als Trockenmittel verbietet;

In Erwägung des Beschlusses des Wallonischen Parlaments vom 22. Juni 2016 zur Festlegung einer Strategie für die Beseitigung des Glyphosats in der Wallonie;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Pflanzenschutzmittel: die Mittel, wie sie in der Verordnung (EG) Nr. 1107/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln und zur Aufhebung der Richtlinien 79/117/EWG und 91/414/EWG des Rates definiert werden;

2° beruflicher Benutzer: jede Person, die im Laufe ihrer beruflichen Tätigkeiten Pflanzenschutzmittel verwendet;

3° nicht beruflicher Benutzer: jede Person, die Pflanzenschutzmittel verwendet und nicht der in Ziffer 2 erwähnten Definition entspricht;

4° Vertreter: jede natürliche oder juristische Person, die Pflanzenschutzmittel in Verkehr bringt, insbesondere die Großhändler, Einzelhändler, Verkäufer und Lieferanten;

5° Dekret vom 10. Juli 2013: das Dekret vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft.

**Art. 2** - § 1. Die Verwendung eines jeden Pflanzenschutzmittels auf Glyphosatbasis, oder welches Glyphosat enthält, ist verboten. Dieses Verbot erstreckt sich auf das gesamte Gebiet der Wallonischen Region.

In Abweichung von Absatz 1 dürfen Pflanzenschutzmittel auf Glyphosatbasis, oder die Glyphosat enthalten, von beruflichen Benutzern, die Inhaber einer Phytolizenz P1, P2 oder P3 sind, im Rahmen einer landwirtschaftlichen Tätigkeit im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft verwendet werden.

In Abweichung von Absatz 1 dürfen Pflanzenschutzmittel auf Glyphosatbasis, oder die Glyphosat enthalten, von beruflichen Benutzern, die Inhaber einer Phytolizenz P1, P2 oder P3 sind, aus Gründen der Erhaltung der Natur, der Erhaltung des Pflanzenerbgutes oder der Sicherheit der Personen, einschließlich für die Bekämpfung der invasiven gebietsfremden Arten, verwendet werden. Was die Bekämpfung der invasiven gebietsfremden Arten betrifft, kommt diese Abweichung als letztes Mittel für eine beschränkte und gezielte Behandlung durch Sprühgeräte mit Zerstäuberlanze oder Rückenspritzen oder durch Injektion in die Pflanzen zum Einsatz.

§ 2. Zur Anwendung der Abweichungen verabschiedet der Minister den Inhalt, die Form und die Modalitäten für die Information der von den Abweichungen betroffenen beruflichen Benutzern über die Risiken, die das Glyphosat für den Umweltschutz, die menschliche Gesundheit oder die Erhaltung der Natur darstellt.

§ 3. Das in Paragraph 1 erwähnte Verbot gilt für einen Zeitraum von achtzehn Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses.

**Art. 3** - Bis zum Ablauf der in Artikel 2 § 3 erwähnten Frist setzen die in der Wallonischen Region niedergelassenen Vertreter von Pflanzenschutzmitteln den Käufer eines Pflanzenschutzmittels auf Glyphosatbasis, oder welches Glyphosat enthält, von dem in Artikel 2 erwähnten Verwendungsverbot in Kenntnis. Sie setzen ihn insbesondere von den Risiken in Kenntnis, die das Glyphosat für den Umweltschutz, die menschliche Gesundheit und die Erhaltung der Natur darstellt.

Der Minister kann den Inhalt, die Form und die vorgeschriebenen Modalitäten für die Information der in Absatz 1 erwähnten Käufer verabschieden.

Um die in Absatz 1 vorgesehene Information sicherzustellen, bewahren die Verteiler von Pflanzenschutzmitteln die betroffenen Produkte unter Verschluss auf oder stellen sie in Warenregale, die für die Käufer unzugänglich sind.

Nur das Personal, das über eine Phytolizenz des Typs NP oder P3 verfügt, ist befugt, die in Absatz 1 vorgesehene Information zu liefern.

**Art. 4** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juni 2017 in Kraft, außer für die beruflichen Benutzer, die Inhaber einer Phytolizenz P1, P2 oder P3 sind, die Pflanzenschutzmittel auf Glyphosatbasis, oder welche Glyphosat enthalten, bis zum 31. Mai 2018 benutzen dürfen.

**Art. 5** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. März 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/202131]

**30 MAART 2017. — Besluit van de Waalse Regering houdende een verbod op het gebruik van glyfosaat in gewasbeschermingsmiddelen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw, de artikelen 4/1 et 4/2, ingevoegd bij het decreet van 20 oktober 2016;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling), gegeven op 20 september 2016;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse hoge raad voor natuurbehoud), gegeven op 20 september 2016;

Gelet op het verslag van 7 juli 2016 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 60.775/4 van de Raad van State, gegeven op 23 januari 2017, overeenkomstig artikel 84,

§ 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat, krachtens artikel 4/1 van het voornoemde decreet van 10 juli 2013, de Regering de toepassing van pesticiden op iedere plaats kan reglementeren en, indien nodig, tijdelijk of voor een onbepaalde duur verbieden, als deze pesticiden werkzame stoffen bevatten die een risico vormen voor de bescherming van het leefmilieu, voor de menselijke gezondheid of voor het natuurbehoud;

Overwegende dat glyfosaat een niet selectieve herbicide werkzame stof is, dat gebruikt wordt als systemisch totaalherbicide (aangebracht op de bladeren van een plant, wordt het geheel van de plant doordrongen door het product en vernietigd tot in de wortel); dat de stof wordt goedgekeurd in de Europese Unie door de uitvoeringsverordening (EU) nr. 540/2011 van de Commissie van 25 mei 2011 tot uitvoering van Verordening (EG) nr. 1107/2009 van het Europees Parlement en de Raad;

Overwegende dat glyfosaat deel uitmaakt van talrijke gewasbeschermingsmiddelen waarin deze werkzame stof wordt gemengd met hulpmiddelen (bijv. oppervlakteactieve stoffen die aan de bladeren vastkleven en de plant gemakkelijker doordringen) die de producten efficiënter maken;

Overwegende dat, in maart 2015, het Internationaal Centrum voor Kankeronderzoek (Wereldgezondheidsorganisatie; IARC-WHO in het Engels) glyfosaat ingedeeld heeft als vermoedelijke kankerverwekkende stof voor de mens (groep 2A); dat de evaluatie betrekking had op glyfosaat, alsook op de bereidingen op basis van glyfosaat, en zich baseerde op studies en gegevens bekendgemaakt in wetenschappelijke tijdschriften of door openbare instellingen;

Overwegende dat, in een tegenovergestelde richting, de Europese Autoriteit voor voedselveiligheid (EFSA) in november 2015, concludeerde, in het kader van de beoordelingsprocedure met het oog op de potentiële hernieuwing van de vergunning van glyfosaat in de Europese Unie, op basis van de eerder door de Duitse verslaggever (BfR) geformuleerde conclusies dat het "onwaarschijnlijk is dat glyfosaat een kankerverwekkend gevaar vormt voor de mens"; dat de resultaten voorgesteld door het Duitse Federaal Instituut, en gedeeld door de "EFSA" na validering door de deskundigen van de Lidstaten (met uitzondering van Zweden dat zich meteen al verzet heeft tegen deze conclusies) evenwel snel werden betwist door de civiele maatschappij en de internationale wetenschappelijke gemeenschap, om redenen die te maken met de onafhankelijkheid van de evaluatie en, bijgevolg, met haar wetenschappelijke validiteit;

Overwegende dat op 15 maart 2017, het comité risicobeoordeling van het Europees Agentschap voor chemische stoffen (ECHA) geoordeeld heeft dat de beschikbare wetenschappelijke kennis niet toeliet om glyfosaat in te delen als kankerverwekkende, mutagene of voor de voortplanting vergiftige stof (CMR) en de indeling van glyfosaat behouden heeft als vergiftige stof voor het aquatisch leven en dat ernstige oogletsels kan veroorzaken;

Overwegende dat het in aanmerking nemen van de gegevens verstrekt door de producenten volledig deel uitmaakt van de Europese standaardprocedure voor de evaluatie van elke werkzame stof (Verordening (EG) nr. 1107/2009, artikel 8) en niet onverenigbaar geacht wordt met de doorzichtigheid van de evaluatie door de Europese overheid;

Overwegende dat de NGO's PAN Europ en Générations futures evenwel de bijna systematische afwijzing door de verslaggevende landen van de gegevens uit onafhankelijke studies aanklagen (verwijt geformuleerd in dit geval door Pr Portier); dat het verschil van opvolgingsmethodes en de oorsprong van de in aanmerking genomen gegevens geleid hebben tot een belangrijke briefwisseling tussen de directeurs van de IARC en de EFSA, laatstgenoemde legt dan de nadruk op het feit dat de conclusies van de IARC uitsluitend bestonden uit een eerste beoordeling die "niet vergeleken kan worden met de meer volledige risicobeoordelingen gevoerd door overheden zoals de EFSA"; de IARC antwoordt daarop dat "de resultaten van deze beoordeling van de monografieën over glyfosaat door de IARC definitief en onherroepelijk zijn" en herinnert aan "de doorzichtigheid, de opening en de wetenschappelijke onafhankelijkheid" van de werkzaamheden van deze instelling van de VN die gezaghebbend is;

Overwegende dat er evenwel dient bepaald te worden dat de Europese conclusies, gebaseerd op een beoordeling van de geïsoleerde stof (nooit zuiver gebruikt in een reële toestand), bepalen dat het niet uitgesloten wordt dat het kankerverwekkend karakter van de bereidingen op basis van glyfosaat kunnen voortvloeien uit de hulpmiddelen en coformulanten, met de verschuiving van de verantwoordelijkheid van de beoordeling van de gevolgen van de bereidingen op basis van glyfosaat op de Lidstaten, belast met de beoordeling van de geformuleerde producten en met het verlenen van de toestemmingen van het op de nationale markt brengen (in België, de FOD Volksgezondheid en Leefmilieu); dat de conclusie gedeeld is door ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire, alimentation, environnement, travail in Frankrijk) dat een voorzichtig advies uitbrengt over de afwezigheid van kankerverwekkende stoffen in glyfosaat, waarbij het evenwel oordeelt dat zijn indeling in de categorie van stoffen die als kankerverwekkend verdacht worden "besproken kan worden" (blz 6), en door ook de aandacht te trekken op de onzekerheid wat betreft de risico's gesteld door de co-formulanten;

Overwegende dat EFSA ook een algemeen gebrek aan wetenschappelijke gegevens toegeeft over de genotoxiciteit, de toxiciteit op lange termijn en de carcinogeniteit, de toxiciteit voor de voortplanting en de ontwikkeling en de eigenschappen van hormoonontregelaar van de vitaminen van talg;

Overwegende dat, behalve de debatten betreffende de risico's inherent aan glyfosaat en de producten die het bevatten, erop gewezen dient te worden dat de blootstelling van de bevolking aan deze stoffen belangrijk blijkt; dat de resultaten van een recente studie van de Stichting Heinrich Böll, die betrekking heeft op 2009 personen, erop wijst dat 99,6 % van de Duitsers sporen van glyfosaat in de urine vertonen, 75 % onder hen hebben percentages die 5 keer hoger zijn dan in het distributiewater, een derde van de proefpersonen hebben percentages die 10 tot 42 keer hoger zijn dan de maximum toegelaten percentages; dat de meest blootgestelde personen kinderen en tieners zijn;

Overwegende dat een consensusverklaring opnieuw bekendgemaakt werd op 17 februari 2016 in het wetenschappelijk tijdschrift *Environmental Health*, om o.a. de methodologie van het Duitse Instituut in twijfel te trekken en de ongerustheid op te werpen over de alomtegenwoordigheid van glyfosaat in het leefmilieu op wereldvlak, en de toenemende blootstelling van de bevolking aan deze stoffen; dat de 14 wetenschappers aan de oorsprong van deze analyse het volgende concluderen:

- de onkruidverdelgers op basis van glyfosaat zijn de meest gebruikte onkruidverdelgers in de wereld, en hun gebruik blijft toenemen;
- op wereldvlak besmetten deze onkruidverdelgers de reserves van drinkwater, de regen en de lucht;
- de halfwaardetijd van glyfosaat in water en in de bodem is langer dan wat eerder gedacht was (van enkele dagen tot meer dan een jaar, in functie van de parameters van het leefmilieu, zoals het soort bodem);
- de menselijke blootstelling aan glyfosaat blijft toenemen;
- de grenzen van blootstelling door voeding opgesteld door de Europese Unie zijn gebaseerd op gedateerde wetenschappelijke gegevens ("outdated science") en zijn veel te hoog ten opzichte van de recente toxicologische gegevens;

Overwegende, bovendien, dat de toevlucht tot onkruidverdelgers, waaronder glyfosaat het meest gebruikte is in termen van behandelde oppervlakte door amateurs in België, rechtstreeks bijdraagt tot de vernietiging en de verarming van de flora en de diversiteit van de fauna zoals sommige studies het bevestigen; dat glyfosaat ook een belangrijke impact heeft op de biodiversiteit door het feit van zijn toenemende aanwezigheid in water (64 % van de analyses van het oppervlaktewater uitgevoerd in 2013 en 86 % voor zijn metabooliet) en dat deze resten voor problemen zorgen voor de zuivering van water zoals op te maken valt uit sommige verslagen; dat de besmetting van water het aquatisch leven bedreigt en studies hebben aangetoond dat onkruidverdelgers met glyfosaat toxisch kunnen zijn voor kikkers en padden; dat er ook werd aangetoond dat cellen van karpers lever beschadigd waren als ze blootgesteld waren aan onkruidverdelgers op basis van glyfosaat; dat, ten opzichte van de wetenschappelijke literatuur, de aquatische soorten het meest getroffen zijn; dat het o.a. gaat om de kikvorsachtigen, de vissen, de zoetwater mossel en de aquatische micro-organismen;

Overwegende dat glyfosaat rampzalige gevolgen kan hebben op wilde dieren en planten, de biodiversiteit kan verminderen en voedselreserves voor vogels en insecten kan vernietigen;

Overwegende, bovendien, dat glyfosaat de scheikunde van de bodem wijzigt; dat hij, in een bepaalde bodem, zich verbindt met deeltjes waardoor hij inert wordt, terwijl hij in een andere soort bodem actief blijft en door microben vernield wordt; dat dit het scheikundig proces in de omgeving van de plant verstoort, o.a. zijn capaciteit om stikstof vast te houden, wat als gevolg heeft dat de meststoffoedering op basis van nitraten moet worden verhoogd;

Overwegende dat deze professionele gebruikers moeten beschikken over een fytolicentie die ervoor zorgt dat ze een kennis van het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen hebben die de negatieve effecten op het leefmilieu en de menselijke gezondheid minimaliseert; dat ze bijgevolg de risico's van deze actieve stof in verband met deze praktijk kennen;

Gelet op de afwezigheid van vervangingsproducten als systemische onkruidverdelger in de landbouw en de afwezigheid van openbaar verkeer op de landbouwgronden;

Overwegende dat, in het licht van deze waarnemingen en de afwezigheid van wetenschappelijke consensus rond de gevolgen van glyfosaat en de onkruidverdelgers op basis van glyfosaat op de menselijke gezondheid, alsook zijn impact op het leefmilieu en de natuur, het voorzorgsbeginsel in aanmerking dient genomen te worden;

Overwegende dat, meermaals, en in het bijzonder in zijn arrest T-13/99, het Hof van Justitie van de Europese Unie het voorzorgsbeginsel herhaald heeft en de plichten die eruit voortvloeien; dat, aldus, als het "verboden is om een louter hypothetische aanpak van het risico aan te nemen en [de] beslissingen naar een "nulrisico" te oriënteren, de communautaire instellingen evenwel rekening moeten houden met hun verplichting, krachtens artike l29, paragraaf 1, eerste lid, van het verdrag, om te zorgen voor een hoog niveau van bescherming van de menselijke gezondheid, dat, om verenigbaar te zijn met deze bepaling, niet noodzakelijk technisch het hoogste haalbare niveau moet zijn. (...) De bepaling van het niveau van het risico dat niet aanvaardbaar wordt geacht, hangt af van de beoordeling dat de bevoegde overheid toont voor de bijzondere omstandigheden van elk voorliggend geval. In dat opzicht, kan deze overheid o.a. rekening houden met de ernst van de impact van het plaatshebben van dit risico op de menselijke gezondheid, met inbegrip van de omvang van mogelijke nadelige gevolgen, het voortbestaan, de omkeerbaarheid of de mogelijke late effecten van deze schaden alsook de min of meer concrete waarneming van het risico op basis van de beschikbare stand van de wetenschappelijke kennis";

Overwegende dat "In het bijzonder, dient er opgemerkt te worden dat het voorzorgsbeginsel toelaat aan de communautaire instellingen om, in het belang van de menselijke gezondheid, maar op basis van een nog onvolledige wetenschappelijke kennis, beschermingsmaatregelen aan te nemen die, zelfs grondig, beschermde rechtsopvattingen kunnen aantasten en geeft, in dat opzicht, aan de instellingen een belangrijke beoordelingsruimte";

Overwegende dat, voor de redenen die voorafgaan, glyfosaat als een actieve stof moet worden beschouwd die in de zin van artikel 4/1 van het decreet van 10 juli 2013 een risico betekent voor de bescherming van het leefmilieu, voor de menselijke gezondheid of voor het natuurbehoud;

Overwegende dat het gebruik van elk product op basis van glyfosaat of dat glyfosaat bevat op het grondgebied van het Waalse Gewest verboden moet worden, en dit, rekening houdend met de risico's die ze kunnen betekenen voor de menselijke gezondheid, voor de bescherming van het leefmilieu of voor het natuurbehoud;

Overwegende dat, op 28 juni 2016, de Europese executieve, zonder gekwalificeerde meerderheid in de Raad, beslist heeft om de toelating voor de verkoop van glyfosaat met 18 maanden te verlengen;

Overwegende dat de uitvoeringsverordening (EU) 2016/1313 van de Commissie van 1 augustus 2016 tot wijziging van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 540/2011 wat betreft de voorwaarden voor de goedkeuring van de werkzame stof glyfosaat uitsluitend het gebruik als herbicide toelaat en dan ook het landbouwkundig gebruik als droogmiddel verbiedt;

Gelet op de resolutie van het Waals Parlement van 22 juni 2016 om een strategie te bepalen voor de afschaffing van glyfosaat in Wallonië;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;



Na beraadslaging,

Besluit:

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° gewasbeschermingsmiddelen: producten zoals omschreven in verordening (EG) nr. 1107/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen en tot intrekking van de Richtlijnen 79/117/EEG en 91/414/EEG van de Raad;

2° professionele gebruiker: persoon die gewasbeschermingsmiddelen gebruikt in het kader van zijn beroepsactiviteiten;

3° niet-professioneel gebruiker: persoon die gewasbeschermingsmiddelen gebruikt en niet onder de definitie bedoeld in 2° valt;

4° distributeur: iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die een product op de markt brengt, onder anderen groothandelaars, kleinhandelaars, verkopers en leveranciers;

5° decreet van 10 juli 2013: het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw.

**Art. 2.** § 1. Het gebruik van elk gewasbeschermingsmiddel op basis van glyfosaat of dat glyfosaat bevat, is verboden. Dit verbod dekt het geheel van het grondgebied van het Waalse Gewest.

In afwijking van het eerste lid, kunnen gewasbeschermingsmiddelen op basis van glyfosaat of die glyfosaat bevatten worden gebruikt door professionele gebruikers die houder zijn van een fytollicentie P1, P2 of P3 in het kader van een landbouwactiviteit in de zin van het Waalse landbouwwetboek.

In afwijking van het eerste lid, kunnen gewasbeschermingsmiddelen op basis van glyfosaat of die glyfosaat bevatten worden gebruikt door professionele gebruikers die houder zijn van een fytollicentie P1, P2 of P3 wegens het natuurbehoud, het behoud van het plantenerfgoed of de veiligheid van personen, met inbegrip van de bestrijding van invasieve exotische soorten. Voor de bestrijding van invasieve exotische soorten vindt deze afwijking plaats in laatste instantie voor de beperkte en lokale behandeling met een sproeislang of een rugsproeier of door injectie in de planten.

§ 2. Voor de toepassing van de afwijkingen, bepaalt de Minister de inhoud, de vorm en de modaliteiten tot informatieverstrekking aan de professionele gebruikers bedoeld bij de afwijkingen over de risico's van glyfosaat voor de bescherming van het leefmilieu, voor de menselijke gezondheid of het natuurbehoud.

§ 3. Het verbod bedoeld in paragraaf 1 geldt voor een periode van achttien maanden te rekenen van de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 3.** Tot het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 2, § 3, brengen de distributeurs van gewasbeschermingsmiddelen gevestigd in het Waalse gewest, de koper van gewasbeschermingsmiddelen op basis van glyfosaat of die glyfosaat bevatten, op de hoogte van het verbod op het gebruik bedoeld in artikel 2. Ze informeren hem met name over de risico's van glyfosaat voor de bescherming van het leefmilieu, voor de menselijke gezondheid en voor het natuurbehoud.

De Minister kan de inhoud, de vorm en de verplichte modaliteiten tot informatieverstrekking aan de kopers bedoeld in het eerste lid bepalen.

Om de informatie bedoeld in het eerste lid te bevorderen, bewaren de distributeurs van gewasbeschermingsmiddelen de betrokken producten achter slot en grendel of in een etalage zonder vrije toegang voor de kopers.

Alleen het personeel dat over een fytollicentie van het type NP of P3 beschikt, is gemachtigd om de informatie bedoeld in het eerste lid te verstrekken.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2017, behalve voor de professionele gebruikers die houder zijn van een fytollicentie P1, P2 of P3 en die de gewasbeschermingsmiddelen op basis van glyfosaat of die glyfosaat bevatten, mogen gebruiken tot 31 mei 2018.

**Art. 5.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 maart 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/30272]

27 AVRIL 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'entrée en vigueur de l'arrêté du 9 mars 2017 modifiant l'Arrêté Royal du 19 avril 2014 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de circulation routière en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, l'article 65, remplacé par la loi du 29 février 1984 et modifié en dernier lieu par la loi du 9 mars 2014;

Vu l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de circulation routière;

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/30272]

27 APRIL 2017. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot inwerkingtreding van het besluit van 9 maart 2017 betreffende de wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 2014 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van overtredingen inzake het wegverkeer voor wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 65, vervangen bij de wet van 29 februari 1984 en laatst gewijzigd bij de wet van 9 maart 2014;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 april 2014 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van de overtredingen inzake het wegverkeer;